



Coup de Griffes

Des zélés encore et toujours !

Durant cette période de confinement, la majorité des chef.fes de service ont assuré la continuité des missions mais surtout la mise en place des mesures sanitaires, et ont accompagné du mieux qu'ils pouvaient les collègues dans cette période difficile. Nous les en remercions.

Hélas, une minorité a décidé de s'illustrer à contre-courant en refusant d'appliquer toutes les consignes améliorant le quotidien des collègues: refus de la banalisation des journées, applications fantaisistes de la banalisation des horaires en calculant l'itinéraire des collègues, refus de la mise en place de plannings de rotation, rappel des collègues en masse pour le 11 mai, refus de l'aménagement des bureaux pour l'application des règles de distanciation, pression accrue sur les collègues en télétravail, non application des priorisations de mission et pression sur les statistiques « as usual »...

A ces quelques électrons libres, nous rappelons comme nous l'avons fait auprès de la direction, que la DGFIP n'est pas divisée en fiefs moyens-âgeux, et que le respect des conditions de travail, de la protection des collègues doit être le même partout.

Solidaires Finances Publiques sera constamment vigilant sur tous ces points.

SI JE VOUS PARLE
D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE
VOUS PENSEZ À ?



Nous ne devons pas payer la crise !

Le recul du PIB de 11,2 % depuis le début de la crise est la conséquence de la mise à l'arrêt d'une partie de la production et d'une forte baisse de la consommation. La récession s'installe et se traduit déjà par de très nombreux licenciements et une explosion du taux de chômage tandis que parallèlement la distribution des dividendes aux actionnaires ne faiblit pas (1,8 milliard pour les actionnaires de Total par exemple).

Les mesures de prise en charge du chômage partiel et les différentes aides aux entreprises représentent plus de 110 milliards auxquels s'ajoute la garantie pour les prêts bancaires de 300 milliards augmentant ainsi la dette publique d'État qui pourrait ainsi avoisiner 120 % du PIB en 2020.

Face à cela, le gouvernement par la voix de Bruno Le Maire, ministre de l'économie, nous prépare déjà à nous faire «payer la crise» avec les mêmes vieilles recettes : nouvelles coupes sociales et destruction massive des services publics (ou du moins de ce qu'il en reste !). Mais n'oublions pas une chose : si l'économie a dû être stoppée c'est parce que le service public de santé a subi depuis des années des coupes budgétaires et une réduction des moyens humains ne lui permettant pas de faire face à une telle pandémie !

Concernant la DGFIP, nous ne tirerons certainement pas le même bilan de cette période que notre Direction générale ! Pour nous, cette crise a montré et démontré que les agent.es des Finances publiques ainsi que nos missions étaient indispensables au bon fonctionnement de la société. Notre présence et notre travail ont permis que les aides aux PME décidées par le gouvernement soient versées, que les dépenses des hôpitaux publics soient honorées ; que les particuliers puissent, même en mode très dégradé, déclarer leurs revenus, que les fonctionnaires soient payés ... Mais apparemment ce n'est pas suffisant : tous les projets mortifères concernant notre administration sont de nouveau d'actualité ! En effet, les projets de réforme portant sur le Nouveau réseau de proximité, la démétropolisation de nos missions, les suppressions d'emplois, le paiement chez les ruralistes ne sont pas abandonnés loin s'en faut ! Sans oublier non plus que rien n'est prévu en matière de politique fiscale actuelle pour accroître les recettes budgétaires : pas de moyens humains supplémentaires pour lutter contre la fraude fiscale, pas de rétablissement de l'ISF, pas de meilleure progressivité de l'impôt et pas de remise en cause des niches fiscales et sociales sans réelle utilité sociale ou écologique.

Face à ce gouvernement qui profitera du contexte pour imposer des choix antisociaux, il faut imposer d'autres choix de société. Ce n'est pas à nous de payer la crise. Il y a urgence !

Sommaire

Edito : <i>Nous ne devons pas payer la crise !</i>	p. 1
Une période exceptionnelle : un premier bilan !	p. 2
Le confinement : un laboratoire pour la DG ?	p. 3
Mutations 2020 des cadres B : Calamiteux !	
Permanences fiscales pour les sans papiers :	p. 4
Mise en pratique de nos engagements !	

Une période exceptionnelle : un premier bilan

La crise du COVID19 n'est pas encore terminée, mais dans le cadre d'un appel au retour à l'activité économique et d'un retour accéléré dans les services, il est nécessaire de faire un premier bilan de la période.

Vous informer coûte que coûte !

À la DGFIP, et dans notre ministère plus globalement, l'activité ne s'est pas arrêtée pendant la crise sanitaire, avec la mise en place d'un PCA (Plan de Continuité d'Activité) puis d'un PRA (Plan de Reprise d'Activité), déclinés localement par chaque directions. Nous avons, grâce à notre réseau de correspondantes et correspondants, suivi au jour le jour la situation dans l'ensemble des services, fait remonter tous les problèmes et défendus sans relâche sur les droits et la sécurité de tous les collègues.

Dans cette une période sans instances, sans visite de services, sans HMI, et où un certain nombre de collègues étaient chez eux, nous avons tout fait pour vous informer au mieux en utilisant tous les outils à notre disposition : téléphone, facebook, whatsapp, notre site internet (<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>) et ainsi nous avons pu garder le lien avec une majorité de collègues.

Vous défendre et défendre nos missions : notre priorité !

Sur le PCA, Solidaires Finances Publiques s'est prononcé depuis le début pour une continuité de nos activités prioritaires sous réserve du respect des conditions sanitaires et des conditions de travail.

Pour Solidaires Finances Publiques nos missions sont indispensables pour assurer le bon fonctionnement de la société, c'est pourquoi nous n'avons jamais revendiqué la fermeture complète de nos services. Notre travail a été de veiller au respect de l'ensemble des consignes sanitaires et de faire valoir les droits de toutes et tous dans cette situation exceptionnelle. En ce qui concerne les mesures sanitaires, c'est service par service que nous avons relevé les manques ou retards dans les livraisons d'équipements de protection, dénoncé les dérives en termes de présentiel trop élevé pour la sécurité des personnels, les manques d'ordinateurs portables pour le télétravail, et agit au plus vite pour que la direction y remédie.



Sur les conditions de travail, nous avons bataillé ferme pour faire respecter les horaires banalisés, les ASA pour garde d'enfants, le respect de la priorisation des missions, les plannings de rotations, le remboursement des frais de restauration entre autres car de nombreuses dérives ont été constatées dans certains services, la position globale de la direction ayant été de privilégier la protection sanitaire.

Un changement de cap a hélas été amorcé lors la reprise d'activité. Alors que celle-ci devait être progressive, il n'en est rien. La rapidité pour rattraper le retard a malheureusement été le leitmotiv de nombreux responsables de services. C'est une des raisons de notre boycott intersyndical de la réunion du 28 mai, en sus des vols de congés.

Le vol des congés

La reprise d'activité s'est couplée avec la décision scandaleuse de notre ministre Darmanin de voler jusqu'à 10 jours de congés aux fonctionnaires pendant cette période. Alors que le Directeur Général avait recommandé une certaine bienveillance dans l'application de cette ordonnance, il n'en fut rien.

Le « pont naturel » du 22 mai a été une des preuves de leur intransigeance sans oublier la tentative de nous faire perdre nos congés de report. Sur ce sujet, nous attendons les modalités de restitution (CET, ou congés 2020), et resterons vigilant.es.

Devant cette crise, notre syndicalisme a su s'adapter et rester présent partout, pour notre défense collective. Plus que jamais, nous avons prouvé que le syndicalisme était utile ! Les bouleversements qui sont annoncés (réforme des retraites, démetropolisations ..) nécessitent plus que jamais des actions collectives et solidaires pour sauvegarder notre santé, notre vision du service public, nos conditions de travail, et plus globalement pour envisager une alternative aux choix de société qu'on cherche à nous imposer.

Le confinement : un laboratoire pour la DG ?

La crise du COVID a été l'occasion pour la DGFIP d'expérimenter de nouvelles organisations dans l'exercice de notre travail .

La réception du public

La DGFIP a refusé la revendication de notre syndicat d'une campagne IR reportée en septembre, pour permettre d'accueillir l'ensemble du public dans les meilleures conditions sanitaires et professionnelles. C'est donc une campagne, avec une réception uniquement sur rendez-vous et au compte-goutte, qui a été mis en place, avec présence de vigiles pour trier les usagers. La crise sanitaire leur a ainsi ont permis de réaliser un vieux rêve : fermer nos accueils pour privilégier les accueils sur RDV, au mépris des conséquences sur les usagers, en particulier ceux qui ne savent pas utiliser les outils numériques et qui sont purement abandonnés par les pouvoirs publics. Et le risque est grand que cette «solution exceptionnelle» ne devienne la règle dans les mois à venir.

Le télétravail

Afin de permettre la protection des agent.es, le télétravail a été déployé à grande échelle à la DGFIP (plus de 23 000 agent.es en télétravail). Sur Paris, avant la pandémie, il y avait 332 agent.es en télétravail sur 1 ou 2 journées maximum.

Pendant, la crise c'est un peu moins de 1000 agent.es qui ont du télétravailler toute la semaine. Nous sommes conscients que le télétravail a été une solution pour protéger le plus de collègues possibles et nous nous sommes battu.es afin qu'un maximum de collègues puissent y avoir accès. Mais on a constaté aussi que pour beaucoup, le télétravail toute la semaine a été une période difficile provoquant une surcharge de travail, une très grande difficulté pour concilier «gardes d'enfants» /vie de famille et télétravail, des difficultés importantes pour se déconnecter, sans oublier la rupture totale avec le collectif de travail. Ce constat négatif n'est évidemment pas analysé de la même façon dans les hautes sphères de la DGFIP et de la fonction publique. La situation exceptionnelle, nécessitant un recours accru et intensif au télétravail est apparue comme une aubaine pour les tenants de la transformation des l'organisation du travail.

Sur ce sujet, la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE) vient de lancer une réflexion sur l'adaptation des locaux de l'État suite à l'augmentation du télétravail. Selon la DIE, ces échanges ont d'ores et déjà permis « d'alimenter les travaux des groupes thématiques de travail qui vont s'attacher, dans les prochains mois, à repenser l'impact du télétravail, la nécessité de prévoir des espaces plus adaptables et le recours aux tiers lieux au sein de l'immobilier de l'État, avec en transverse, les problématiques de management, de qualité de vie au travail, du numérique et de transformation publique... ».

En clair : transformation des espaces de travail pour le flex-working, disparition des espaces personnels de travail, réduction des mètres carrés, continuité dans la destruction du maillage territorial et vente de sites... Vous avez dit un monde meilleur ?

Mutations 2020 des cadres B : Calamiteux !

Les trois mouvements les plus importants en volume C, B et A sont parus. Si les mouvements des catégories C (avec beaucoup de vacances d'emplois sur l'ensemble du territoire) et A (sans vacances d'emplois) sont plutôt de bons mouvements, il n'en est pas de même pour le mouvement des cadres B (avec des vacances d'emplois) qui est le plus calamiteux depuis de nombreuses années et le pire depuis la fusion. Les mouvements B et A sont pourtant calqués sur la même architecture avec des affectations de stagiaires sortis d'école avant le mouvement des titulaires.

Mais la principale explication de ce mouvement catastrophique réside dans le gel de postes voulu et imposé par la DG. Solidaires Finances Publiques est immédiatement monté au créneau et exigé par courrier et lors d'une audio conférence que le DG débloque et fluidifie le mouvement. La section Solidaires Finances Publiques Paris a interpellé, également le DRFIP 75 (lettre ci-dessous).

Monsieur le Directeur Régional,

La section Solidaires Finances Publiques Paris vous interpelle officiellement et solennellement suite à la diffusion du mouvement de mutation du cadre B administratif publié le vendredi 29 mai.

Ce mouvement est le pire que la DGFIP ait connu depuis la mise en place de la fusion. Alors que du fait de la départementalisation et du mouvement anticipé des contrôleurs stagiaires, le nombre de demandes a diminué de 2/3 (environ 6000 demandes en 2019 contre un peu plus de 2000 en 2020) le taux de satisfaction est extrêmement faible, un nombre très important de rapprochements externes n'a pas eu satisfaction ce qui va engendrer des situations familiales très difficiles et à l'exception des DOM tous les départements voient des postes non pourvus par la Direction Générale.

Sur Paris, les arrivées sont très peu nombreuses : 27 seulement y compris les collègues issus de la promotion interne (CIS et LA). Ce faible apport dans un contexte d'effectif déjà très tendu détériore un peu plus les conditions de travail mais met aussi en danger nos missions. Il reste donc des postes vacants à Paris. Si l'administration procède comme à l'automne dernier, ces vacances de postes seront pourvues partiellement par la prochaine promotion de contrôleurs stagiaires. Si ces postes vacants sont pourvus dès le mouvement général, des titulaires arriveront dès le 1er septembre 2020. Sans cela les arrivées de contrôleurs n'interviendront au mieux qu'en avril 2021 pour les contrôleurs stagiaires qui débiteront alors leur stage pratique probatoire. Vous jugerez aisément que cette situation n'est pas tenable dans la très grande majorité des services.

Nous nous adressons donc à vous aujourd'hui, pour qu'à l'instar des autres N°1, vous interpelliez le Directeur Général afin que ce dernier revoie le mouvement de catégorie B et pourvoie dans chaque département les postes laissés vacants. La DG doit publier un mouvement de régularisation enlevant ainsi les cibles de gels des postes.

Dans l'attente de votre soutien.

Bien cordialement.

La section Solidaires Finances Publiques Paris.

Dernière minute : Suite aux actions menées nationalement par les élus de Solidaires Finances publiques et aux interpellations des sections la DG a accepté de revoir sa copie et de ressortir un nouveau mouvement de mutations des contrôleurs qui sera publié le 22/6. C'est une excellente nouvelle et la preuve que l'action paye! Un grand bravo à nos élus nationaux!

Permanences fiscales pour les sans-papiers

Mise en pratique de nos engagements !



Comme chaque année, Solidaires Finances Publiques a organisé des permanences militantes à l'attention des sans-papiers, avec les autres organisations de la campagne «Stop au racket sur les cotisations et les impôts des travailleurs sans-papiers» (Droits Devant !!, collectifs de sans papiers Paris 17, collectifs de sans-papier du 93, GISTI, Autremonde...)

Au vu de la crise sanitaire, ce sont des permanences plus réduites que nous avons dû tenir, mais une dizaine de nos militantes ont pu assurer 3 permanences, sur Paris et Saint Denis, et recevoir 150 contribuables sans-papiers. De son côté, l'association Autremonde a pu en accueillir une centaine dans ses locaux.

Déclarer ses revenus est une obligation fiscale pour les sans papiers comme pour tout citoyen. C'est aussi une étape indispensable pour la régularisation de leur situation, l'avis d'imposition étant une pièce indispensable de leur dossier

Hélas, comme pour toute population précaire, les démarches administratives se complexifient. Il est parfois très difficile de justifier d'une adresse de domiciliation lorsqu'on ne peut être locataire (hébergements précaires, sous-locations, hébergements en foyer refusés par l'administration depuis 2017, services de domiciliation encore plus surchargés dans cette période de crise...) et les consignes de contrôle des primos déclarants ne sont pas toujours bien comprises ou appliquées.

De plus, l'obligation de télédéclaration et le Prélèvement à la Source sont des difficultés supplémentaires pour les sans-papiers, comme pour l'ensemble des personnes qui n'ont pas accès facilement à l'outil informatique, qui maîtrisent parfois mal la langue ou qui ont des difficultés à obtenir l'ouverture d'un compte bancaire. L'impossibilité de télédéclarer lorsque l'employeur ne déclare pas le salarié est une injustice de plus envers ces travailleuses et travailleurs.

Solidaires Finances Publiques continuera à militer pour une égalité des droits pour toutes et tous, et donc pour une régularisation globale de tous les sans-papiers.

Dans l'attente de ce changement sociétal, nous resterons vigilant.es sur le sens de nos missions, dont l'une est d'assurer un contrôle fiscal et non un contrôle social.



Bulletin d'adhésion 2020

Solidaires Finances Publiques Paris

Coupon à remettre à votre correspondant ou à renvoyer à notre trésorière :
Anne BOUTET - SIP Javel, 13/15 rue du Gal Beuret - 75015 Paris

IDENTIFIANTS

N° DGFIP (6 chiffres) N° ANAIS (10 chiffres)
N° SIRHIUS (7 chiffres)

NOM d'usage Prénom

NOM de naissance Date de naissance/...../.....

Cadre : Grade : Echelon : Indice :

Montant de la cotisation → [] Temps partiel %

Informations professionnelles

Service :
Site :
@
☎

Ces informations sont obligatoires

Informations personnelles

Adresse perso :
.....
@
☎

Ces informations sont facultatives, tu pourras les modifier dans ton profil sur solidairesfinancespubliques.org

Je souhaite recevoir des informations par mail OUI NON Signature :

Je souhaite adhérer à Solidaires Finances Publiques OUI NON

**POUR
S'INFORMER...**

Le site internet : <http://sections.solidairesfinancespubliques.info/paris/>

solfip75

La page Face Book : <https://www.facebook.com/SolFIPParis>

@Solfip75